

José et Arlette

par Zaki Laïdi



NOS altermondialistes

- M. Bové en tête - ont cru pouvoir se réjouir du mauvais résultat du sommet de l'OMC, à peine connue la nouvelle de l'échec de Cancun. Pour eux, les choses sont claires. A Cancun, c'est la mondialisation libérale qui a été vaincue. Cette interprétation caricaturale des résultats de l'OMC montre à quel point les enjeux de la mondialisation sont entrés de plain pied dans le champ des passions politiques, entraînant inévitablement de graves contresens. Pourquoi ?

Première raison : en l'absence de régulation, la dérégulation continue. Croire que l'échec du sommet freinera la mondialisation libérale montre à quel point ceux qui font commerce de cette idée méconnaissent le fonctionnement concret de l'économie mondiale. Fondamentalement, les grandes multinationales n'ont pas besoin de Cancun pour déployer leur stratégie. Un seul exemple : la concurrence. A Cancun, l'Europe a proposé, dans le cadre de ce que l'on appelle les *Singapour issues*, des règles de concurrence dont les principaux bénéficiaires sont les pays en développement. Tout simplement parce qu'à l'heure actuelle l'absence de réglementation mondiale en matière de concurrence fait que les pays en développement souffrent de la loi des car-

L'échec de Cancun fera reculer la régulation

tels, qui se partagent les marchés comme les empires coloniaux se partageaient les territoires. La conséquence est que les pays en développement, déjà saignés à blanc, payent des prix exorbitants pour l'aluminium ou le gros équipement électrique.

Pourtant, si paradoxal que cela puisse paraître, M. Bové et ses amis ont fait feu sur l'Europe, accusée d'être le cheval de Troie du libéralisme. Ils se sont officiellement opposés à la discussion des *Singapour issues*, qui constituent pourtant une base importante de la régulation des marchés. En l'absence d'accord à Cancun sur ce sujet, les cartels vont donc plus que jamais prospérer. Ils pourront remercier M. Bové.

L'échec de Cancun fera donc reculer la régulation. Mais les conséquences de cet échec sont encore plus graves : il va plus que jamais conduire les Etats-Unis à poursuivre leur travail de sappe contre le multilatéralisme, au profit du bilatéralisme. Déjà au Congrès américain l'assimilation de l'OMC à l'ONU est en marche. Jugeant l'OMC ingérable, les Etats-Unis vont donc proposer des accords de libre-échange à certains partenaires privilégiés. Le grand perdant en sera naturellement l'Amérique latine, sans parler de l'Afrique de l'Ouest, étranglée par les subventions américaines. Car qui peut sincèrement croire que le Brésil se portera mieux dans le cadre d'une zone de libre-échange des Amériques que dans le cadre de l'OMC ?

Là encore on peut mesurer l'inconséquence politique des altermondialistes. Eux qui n'ont de cesse de combattre l'emprise du marché sur les Etats s'en prennent au travers de l'OMC à la seule organisation multilatérale où sont représentés tous les Etats. On nous dit que les Etats ne sont plus légitimes. Mais les ONG le sont-elles davantage ? Il faut naturellement laisser toute leur place aux ONG. Mais on ne voit pas au nom de quoi un José Bové - élu par les médias - aurait une légitimité plus grande que les gouvernements élus d'Europe.

Dans le bréviaire de l'altermondialisme, le sommet de l'absurde semble pourtant avoir été atteint par Attac, qui propose le plus

sérieusement du monde la création d'une commission indépendante pour juger des bienfaits ou des méfaits du commerce sur le développement. Ainsi une ONG qui s'emploie à combattre l'emprise des marchés sur les Etats et qui appelle à la réhabilitation du politique propose comme première

ZAKI LAÏDI
est chercheur au CERI.

re mesure que des experts tranchent d'un problème éminemment politique. A travers ce seul exemple, on peut mesurer à quel point la force des altermondialistes réside non pas tant dans l'originalité de leurs propositions que dans la faiblesse des partis réformistes, désarmés face à des enjeux dont ils n'ont qu'une connaissance assez faible.

Il faut dire et redire de manière forte et inlassable que l'Europe, malgré tous ses défauts, reste le meilleur défenseur d'une mondialisation équitable. Deux exemples concrets : l'agriculture et la sécurité alimentaire. En matière agricole M. Bové et ses amis défendent à juste titre l'idée de la multifonctionnalité et combattent les dérivés d'un certain protectionnisme. Simplement, les propositions du commissaire européen pour l'agriculture vont exactement dans ce sens.

A-t-on vu pour autant M. Bové défendre clairement la politique européenne ? La sécurité alimentaire : l'Europe est pratiquement le seul acteur mondial à défendre des standards très élevés dans ce domaine, à vouloir faire admettre le principe de précaution comme un principe de régulation des rapports commerciaux. A-t-on vu pour autant M. Bové aller à l'OMC soutenir les positions de l'Europe ? Non. Il préfère concentrer ses attaques contre la Commission de Bruxelles, avec laquelle pourtant il pourrait travailler. Naturellement, une bonne partie

de la critique altermondialiste est parfaitement recevable. Elle a raison de pointer du doigt les contradictions des pays riches. Ils ont plaidé avec force pour l'ouverture des marchés, mais maintenant que cette ouverture les gêne, ils veulent déplacer les problèmes et les enjeux. Il est aujourd'hui tout à fait vrai que le discours libéral est pris à son propre piège et qu'il ne suffit pas de dire que l'ouverture des marchés agricoles profitera avant tout au Brésil pour pouvoir justifier des subventions ruineuses pour le Sud.

Ce n'est pas non plus, comme le fait M. Bové, en construisant sa popularité sur le dos de l'Europe qu'il aidera à aller vers une mondialisation équitable. Il peut utilement contribuer au débat. Mais s'il poursuit dans la voie qu'il s'est fixée, celle de la dénonciation sans perspective, il se trouvera dans dix ans toujours sur son tracteur à combattre la mondialisation libérale. L'altermondialisme aura alors réussi à avoir enfin son Arlette Laguiller. Toutefois, José sera comme Arlette : la rançon de son succès sera la garantie de son impuissance.